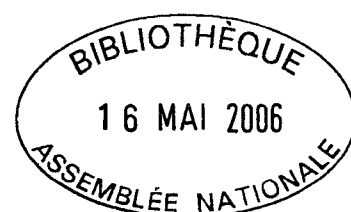


T76E65
E88
2006/07
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS

2006-2007

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**



ÉTUDE DES CRÉDITS

2006-2007

Demande de renseignements généraux



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Table des matières

	Page
1. Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2005-2006 et 2006-2007.	1
2. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services aux citoyens) : <ul style="list-style-type: none">- tirage;- coût;- agence de conception;- graphisme;- rédacteur;- imprimeur;- distribution.	2
3. Liste des voyages <u>hors Québec</u> depuis le 1 ^{er} avril 2005 : <ul style="list-style-type: none">- endroits et dates du départ et du retour;- but du voyage;- personnes rencontrées;- coûts- noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;- copie des rapports de mission;- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés.	5
4. Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, lors de mission à l'étranger : <ul style="list-style-type: none">- la liste des ententes signées et/ou annoncées;- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;- copie du rapport de mission;- les investissements annoncés.	6
5. Les sommes dépensées pour les voyages en avion et/ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.	7
6. Liste des dépenses en publicité (incluant dans Internet) et des articles promotionnels : <ul style="list-style-type: none">- les sommes dépensées pour l'exercice financier 2005-2006 et les prévisions pour 2006-2007;- firmes de publicité;- mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;- le but visé par chaque dépense.	8
7. Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2005-2006 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent : <ul style="list-style-type: none">- liste et coût;- copie des soumissions;- copie du questionnaire et du résultat;- firme ayant obtenu le contrat.	10

Table des matières

	Page
<p>8. Liste des études commandées, à l'extérieur ou à l'intérieur, durant l'exercice financier 2005-2006 à la demande d'un ministère ou d'un organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - liste et coût; - copie des soumissions; - copie des études; - firme ou individu ayant obtenu le mandat; - copie du contrat. 	11
<p>9. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère, un cabinet ministériel ou un organisme en 2005-2006 en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 	12
<p>10. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par un ministère ou un organisme ainsi que les contrats de plus de 25 000\$ octroyés sans appel d'offres en 2005-2006 à une firme de relations publiques en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. 	21
<p>11. Pour le cabinet ministériel, le montant, pour l'année 2005-2006, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant les « Blackberry »; - les ordinateurs portables; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement : <div style="margin-left: 40px;"> <ul style="list-style-type: none"> i) au Québec ii) à l'extérieur du Québec. </div>	22

Table des matières

	Page
<p>12. Pour la Direction générale du ministère et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2005-2006, de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant les « Blackburry »; - les ordinateurs portables; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <div style="margin-left: 100px;"> <ul style="list-style-type: none"> i) au Québec ii) à l'extérieur du Québec </div>	23
<p>13. Le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) par ministère, par cabinet ministériel et par organisme pour 2005-2006 ainsi que les prévisions pour 2006-2007, 2007-2008 et 2008-2009 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme. 	24
<p>14. À chacun des mois de l'exercice budgétaire 2005-2006, pour chaque ministère et organisme (par établissement pour le ministère de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation), et ce, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - nombre total de jours de maladie pris par le personnel; - nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - nombre total de jours de vacances pris par le personnel; - nombre de plaintes pour harcèlement psychologique. 	25
<p>15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006 ainsi que les prévisions pour 2006-2007 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; - nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; - nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); - niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; - nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années. 	26

Table des matières

	Page
16. Liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux : <ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement de la location; - la superficie du local loué; - la superficie réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le coût de location au mètre carré; - le coût total de ladite location; - les coûts d'aménagement réalisés en 2005-2006, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; - la durée du bail. 	27
17. Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2005-2006 et prévisions 2006-2007.	28
18. Liste des baux autres que ceux de la SIQ pour 2005-2006 en indiquant pour chacun d'eux : <ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement de la location; - la superficie du local loué; - la superficie réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le coût de location au mètre carré; - le coût total de ladite location; - les coûts d'aménagement réalisés en 2005-2006, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; - la durée du bail; - le propriétaire et/ou le nom de la firme. 	29
19. Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1 ^{er} avril 2004 à ce jour.	30
20. Liste du personnel du cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1 ^{er} avril 2005 en indiquant pour chaque individu : <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'entrée en fonction; - le titre de la fonction; - l'adresse du port d'attache; - le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; - la description de tâches; - le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1^{er} avril 2005; - le nombre total d'employés au cabinet; - la masse salariale totale par cabinet pour les années 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006; - le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée; - s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées <u>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</u> et <u>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</u>. 	31

Table des matières

	Page
21. Liste des sommes d'argent versées en 2005-2006 à même le budget discrétionnaire du :	32
i) ministre;	
ii) ministère ou de l'organisme, en indiquant :	
- le nom de l'organisme ou de la personne concernée;	
- la circonscription électorale;	
- le montant attribué;	
- le projet visé et le résultat.	
22. La ventilation détaillée des budgets de dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2004-2005 et 2005-2006; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010.	33
23. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :	34
- le poste initial;	
- le salaire;	
- le poste actuel, s'il y a lieu;	
- la date de la mise en disponibilité;	
- la prévision 2006-2007 et 2007-2008.	
24. Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2005-2006.	35
25. Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.	36
26. Liste du personnel hors structure par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:	37
- nom de la personne;	
- poste occupé;	
- salaire;	
- assignation initiale;	
- date de l'assignation hors structure;	
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	
27. Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :	38
- assignation initiale;	
- assignation actuelle;	
- salaire;	
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	
28. Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :	39
- assignation initiale;	
- assignation actuelle;	
- salaire;	
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.	

Table des matières

	Page
29. Liste du personnel par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant : - le salaire de la personne; - le montant reçu du régime de retraite.	40
30. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).	41
31. Liste de tous les abonnements du ministère ou de l'organisme et le coût de chacun : - services Internet d'information; - livres; - journaux; - magazines; - bulletins électroniques et/ou papiers; - clubs privés ou autres; - billets de saison; - etc.	42
32. Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site : - le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site; - les coûts de construction du site; - le coût de l'entretien et de la mise à jour; - qui est responsable du contenu sur le site; - quelle est la fréquence moyenne de mise à jour; - le nombre de visiteurs (hits) par mois; - combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?	43
33. Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale et copie de toutes les ententes visées par la Loi 43.	44
34. Une liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.	45
35. Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.	46
36. Coûts et copies des études commandées en 2005-2006 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.	47
37. Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères et organismes ainsi qu'à leurs installations incluant une copie des contrats octroyés à l'externe en 2005-2006 et ceux prévus pour 2006-2007.	48

Table des matières

	Page
38. Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.	49
39. Nominations, depuis le 1 ^{er} mai 2005, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée : <ul style="list-style-type: none"> - liste; - mandats; - contrats; - résultat du travail effectué; - échéances prévues; - sommes impliquées. 	50
40. Pour 2005-2006, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.	51
41. Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2005-2006 ainsi que les prévisions pour 2006-2007 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.	52
42. La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.	53
43. La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.	54
44. Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2005-2006 : <ul style="list-style-type: none"> - nombre de refus; - nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; - nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours. 	55
45. Liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres : <ul style="list-style-type: none"> - coûts; - nombre de ressources affectées; - nombre de rencontres; - nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. 	56
46. Pour chacun des ministères et organismes, le nombre d'ETC autorisés et non comblés depuis février 2005.	57
47. Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2005-2006 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.	58
48. Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour l'année 2006-2007 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.	59

Table des matières

		Page
49.	La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc.) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées.	60
50.	La liste et le coût de tous les contrats octroyés dans le cadre des six chantiers annoncés par le premier ministre en 2003 ainsi qu'une copie des rapports en découlant.	61
51.	La liste et le coût de tous les contrats octroyés dans le cadre du Forum des générations de l'automne 2004 ainsi qu'une copie des rapports en découlant.	62
52.	Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires.	63

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. COMPARAISON DES CRÉDITS 2005-2006 ET 2006-2007

Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits 2005-2006 et 2006-2007.

Veillez vous référer au cahier explicatif des crédits du portefeuille du Travail transmis avec l'ensemble de la documentation de l'étude des crédits 2006-2007.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. PUBLICATIONS

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services aux citoyens):					
<ul style="list-style-type: none">- tirage;- coût;- agence de conception;- graphisme;- rédacteur;- imprimeur;- distribution.					
Document	Tirage	Distribution	Agence de conception graphisme	Imprimeur	Coût total
Rapport du ministre du Travail sur la mise en œuvre de la Loi sur l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées - L'équité salariale, un poids une mesure Novembre 2002	50	47		CopieXpress	151 \$
Guide pour réaliser l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées, 2e édition, octobre 2003	1 500	1 254		Transcontinental Québec Inc.	7 388 \$
Le salaire a-t-il encore un sexe ? Février 2005	5 000	14 430	Caméléon Designer Inc.	Transcontinental Québec Inc.	6 429 \$
L'équité salariale dans les entreprises où il n'existe pas de catégories d'emplois à prédominance masculine (info-équité) Mai 2005	4 000	2 375	Ose Design	Transcontinental Québec Inc.	3 869 \$
Are salaries still gender? (version anglaise de la brochure « Le salaire a-t-il encore un sexe ? ») Juin 2005	2 000	275	Caméléon Designer Inc.	Caméléon Designer	4 241 \$
			Ministère des services gouvernementaux (traduction)		
Commission de l'équité salariale - Rapport annuel de gestion 2004-2005 Novembre 2005	225	179	Ose Design	Transcontinental Québec Inc.	4 895 \$
Le plan stratégique 2005-2008	485	384		Transcontinental Québec Inc.	2 268 \$
Loi sur l'équité salariale - L.R.Q., chapitre E-12.001 Mise à jour mars 2005	100	76		Les Publications du Québec	1 018 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. PUBLICATIONS (SUITE)

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services aux citoyens): - tirage; - coût; - agence de conception; - graphisme; - rédacteur; - imprimeur; - distribution.					
Document	Tirage	Distribution	Agence de conception graphisme	Imprimeur	Coût total
Pay Equity Act - R.S.Q., chapter E-12.001 Mise à jour mars 2005	40	37		Les Publications du Québec	407 \$
CD-ROM - Progiciel pour réaliser l'équité salariale - Version 1.6.2 Avril 2005	700	500		Contact Visuel	1 800 \$
You want to file a pay equity complaint ? Juin 2005	2 000	348	Ose Design Ministère des services gouvernementaux (traduction)	Transcontinental Québec Inc.	1 702 \$
Dépliant : Commission de l'équité salariale - Déclaration de services aux citoyennes et aux citoyens - 2005-2008 Janvier 2006	2 000	273	Ose Design	Transcontinental Québec Inc.	1 460 \$
L'équité salariale « Une juste mesure » - édition mars 2005 (format DVD)	50	Il s'agit de prêts	Ose Design (coût pour DVD et VHS)	Centre Viréo	520 \$
L'équité salariale « Une juste mesure » - édition mars 2005 (format VHS)	50	Il s'agit de prêts		Centre Viréo	225 \$
Info-équité : l'Évaluation des emplois - Prendre en compte les caractéristiques et les exigences des emplois Octobre 2005	2 000	1 219		Transcontinental Québec Inc.	614 \$
Aide-mémoire - Progiciel pour réaliser l'équité salariale en un coup d'œil Décembre 2003	1 000	949		CopieXpress	370 \$
Le progiciel de la commission de l'équité salariale. Un outil simple et convivial. (feuillet accompagnant le progiciel) Août 2004	1 000	1 022		CopieXpress	370 \$
Relevez le défi de l'équité salariale ! Février 2005	5 000	1 728	Ose Design	CopieXpress	1 945 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. PUBLICATIONS (SUITE)

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles ainsi qu'une copie de la Déclaration de services aux citoyens): - tirage; - coût; - agence de conception; - graphisme; - rédacteur; - imprimeur; - distribution.					
Document	Tirage	Distribution	Agence de conception graphisme	Imprimeur	Coût total
Info-Équité : How to read postings on pay equity (version anglaise de l'info-équité « Comment lire l'affichage sur l'équité salariale » Juin 2005	2 000	191	Ose Design Ministère des services gouvernementaux (traduction)	Transcontinental Québec Inc.	2 161 \$
Exemple Plastique XYZ (formation)	200	150		CopieXpress	878 \$
Guide d'accompagnement formation 50 et plus	200	150		CopieXpress	1 338 \$
My job requires	2 000	1 000		CopieXpress	746 \$
Mon l'emploi l'exige	5 000	3 000	Ose Design	J.B. Deschamps	1 610 \$
En un coup d'œil (formation)	1 190	1 000		CopieXpress	440 \$
Bulletin d'information de la Commission de l'équité salariale Mars 2006	650	465	Ose Design	Transcontinental Québec Inc.	1 540 \$
Info-Équité : Le maintien de l'équité salariale Janvier 2006	1 000	703	Ose Design	Transcontinental Québec Inc.	1 025 \$
Outils du progiciel pour réaliser l'équité salariale	200	Distribution pas encore effectuée		CopieXpress	2 395 \$
Reprographie de divers documents d'information déjà produits	2 860	860	Commission de l'équité salariale	Reprographie gouvernementale	2 430 \$
				TOTAL :	54 235 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{er} AVRIL 2005

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM DES PARTICIPANTS
Frédéricton, Moncton, Nouveau-Brunswick 7, 8 et 9 novembre 2005	<p>Échanger sur les résultats de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> du Québec.</p> <p>Faire valoir le rôle du Québec comme chef de file dans la lutte à la discrimination à l'égard des travailleuses et la capacité et l'ouverture des entreprises québécoises de mettre en application des lois sociales.</p>	<p>Le Conseil consultatif de la condition de la femme du Nouveau-Brunswick</p> <p>La sous-ministre de la Condition féminine du Nouveau-Brunswick</p>	3 507 \$	<p>Rosette Côté, présidente</p> <p>Martine Bégin, secrétaire générale de la Commission</p> <p>Maryse Pelletier, coordonnatrice du Service conseil, formation et recherche</p>

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. MISSION À L'ÉTRANGER

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, lors de mission à l'étranger :

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour;
- copie du rapport de mission;
- les investissements annoncés.

La réponse à cette question est incluse aux questions 3 et 40.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. VOYAGES EN AVION ET/OU EN HÉLICOPTÈRE

Les sommes dépensées pour les voyages en avion et/ou en hélicoptère de chaque membre du Conseil des ministres et des membres des cabinets ministériels au Québec et à l'étranger.

La réponse à cette question est comprise dans les réponses aux questions 3 et 40.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS

Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels : - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2005-2006 et les prévisions pour 2006-2007; - firmes de publicité; - mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; - le but visé par chaque dépense.			
- Sommes dépensées en 2005-2006 :	148 289 \$ \$		
- Firmes de publicité :	Parenthèses Communications		
- Mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) :	Contrat négocié		
- Le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes :	Voir tableau ci-dessous		
- Le but visé par chaque dépense :	1) Pour informer les employeurs 2) Pour informer les travailleuses (voir tableaux ci-dessous)		
1) Pour informer les employeurs			
Titre	Type	Fournisseur	Coût
Besoin d'aide pour réaliser l'équité salariale	Publicité	Journal Réseaux	860 \$
		Ose Design (graphisme)	295 \$
Besoin d'aide pour réaliser l'équité salariale	Publicité	Magazine PME	2 058 \$
Boîtiers cartonnés pour le progiciel pour réaliser l'équité salariale	Promotion	L.G. Chabot (impression)	2116 \$
Couverture et endos pour le guide de formation pour le Progiciel pour réaliser l'équité salariale	Promotion	L.G. Chabot (impression)	2 594 \$
		Ose Design	150 \$
Feuillet promotionnel « Un outil simple et convivial »	Promotion	CopieXpress	1 484 \$
Signet mise en ligne du vidéoclip : Le salaire a-t-il encore un sexe ? (version française)	Promotion	Caméléon (conception signet version française et anglaise ainsi qu'un carton postal)	4 410 \$
		Transcontinental Québec Inc.	640 \$
Signet mise en ligne du vidéoclip : Le salaire a-t-il encore un sexe ? (version anglaise)	Promotion	Transcontinental Québec Inc.	890 \$
Carton postal mise en ligne du vidéoclip : Le salaire a-t-il encore un sexe ?	Promotion	Transcontinental Québec Inc.	370 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS (SUITE)

Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels : - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2005-2006 et les prévisions pour 2006-2007; - firmes de publicité; - mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - le nom des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; - le but visé par chaque dépense.			
2) Pour informer les travailleuses			
Titre	Type	Fournisseur	Coût
La Loi sur l'équité salariale 10 ans déjà	Publicité	Gazette des femmes (média)	1 900 \$
		Ose Design (graphisme)	650 \$
Mon emploi l'exige	Publicité	Point-Sud (Journal communautaire de la Rive-Sud)	661 \$
La Loi sur l'équité salariale	Publicité	Le Devoir	751 \$
		Ose Design (graphisme)	325 \$
Campagne radiophonique	Publicité	Réseau Rock Détente et Énergie Regroupement des stations Cogeco, Corus et Radio-Nord	100 002 \$
		Parenthèses Communications	6 768 \$
Le salaire a-t-il encore un sexe? (vidéoclip format DVD et VHS)	Promotion	Groupe TVA inc.	17 734 \$
		Icllic Inc.	680 \$
		Contact Visuel (reproduction)	500 \$
Are salaries still gender ? (version anglaise de la brochure <i>Le salaire a-t-il encore un sexe ?</i>)	Promotion	Groupe TVA inc.	2 333 \$
		Ministère des Services gouvernementaux (traduction vidéoclip)	115 \$
		TOTAL	148 289 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. SONDAGES ET GROUPES DE DISCUSSIONS EFFECTUÉS À LA DEMANDE DES CABINETS, DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES, MINISTÈRES OU ORGANISMES, SOCIÉTÉS, RÉGIES ET COMMISSIONS

Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2005-2006 à la demande des cabinets, des membres du Conseil des ministres, ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie du questionnaire et du résultat;
- firme ayant obtenu le contrat.

Écho Sondage inc.

Coût : 12 500 \$

Enquête sur l'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale pour évaluer la situation des travailleuses en vue du Rapport 2006.

ÉDUCONSEIL

Coût : 24 900 \$

Spécialistes de la recherche en éducation inc.

Préparation et conduite de groupes de discussions et d'entrevues auprès de partenaires patronaux, syndicaux, du mouvement des femmes et d'experts, en lien avec l'application de la *Loi sur l'équité salariale* dans les entreprises en vue du Rapport 2006.

ÉDUCONSEIL

Coût : 23 400 \$

Spécialistes de la recherche en éducation inc.

Préparation et conduite d'entrevues auprès de personnes salariées non syndiquées et de porte-parole de syndicats locaux à propos de l'application de la *Loi sur l'équité salariale* dans les entreprises en vue du Rapport 2006.

Total : 60 800 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. ÉTUDES COMMANDÉES DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2005-2006

Liste des études commandées à l'extérieur ou à l'intérieur durant l'exercice financier 2005-2006 à la demande d'un ministère ou d'un organisme :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie des études;
- firme ou individu ayant obtenu le mandat;
- copie du contrat.

La réponse à cette question est comprise dans la réponse à la questions 9.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9.A LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2005-2006 EN INDIQUANT :		
<ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Barreau du Québec	Cotisations au barreau des juristes de la Commission.	7 141 \$
Forum des dirigeantes et dirigeants d'organismes gouvernementaux	Cotisation annuelle.	1 000 \$
Konica Minolta Québec	Location d'un photocopieur pour une période de 60 mois.	5 940 \$
Ricoh Canada inc.	Location d'un photocopieur pour une période de 60 mois.	8 460 \$
Drake International inc.	Remplacement temporaire d'une téléphoniste-réceptionniste : - Avril à juin 2005 - Fin septembre à décembre 2005	9 900 \$ 9 875 \$
Gestion Carrières Québec inc.	Établir un diagnostic organisationnel au sein de la Commission de l'équité salariale.	24 594 \$
École nationale d'administration publique (ENAP)	Appréciation par simulation dans le cadre d'une évaluation de cadre juridique (5 candidats).	3 750 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9.A LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2005-2006		
CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION (SUITE)		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Accès Solutions	Achat d'un système de sécurité.	4 607 \$
Stratégie Télécom inc.	Achat de casques d'écoute.	1 546 \$
Teknion Roy & Breton inc.	Réaménagement des postes de travail au bureau de Montréal. Achat de mobilier de bureau.	1 029 \$ 1 179 \$
Via Rail Canada	Achats de billets de train Montréal/Québec.	4 726 \$
Voyages Air-Port inc.	Transport aérien Montréal/Iles-de-la-Madeleine dans le cadre d'un dossier de conciliation.	1 034 \$
De Facto Cabinet-Conseil inc.	Services d'encadrement, de formation et d'accompagnement destinés aux cadres.	21 000 \$
Le Groupe Renaud	Programme d'aide aux employés 2006-2008.	12 000 \$
Sous-total Administration		117 781 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9.B LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2005-2006 EN INDIQUANT : - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Ose Design inc.	Production du rapport annuel de gestion 2004-2005 de la Commission.	2 500 \$
Ose Design inc.	Création et production de l'info-équité «L'équité salariale dans les entreprises où il n'existe pas de catégories d'emplois à prédominance masculine ».	1 450 \$
Caméléon Designer inc.	Production et impression de la version anglaise du document « Le salaire a-t-il encore un sexe ? »	3 929 \$
Caméléon Designer inc.	Conception de différents outils associés à la brochure « Le salaire a-t-il encore un sexe ? »	4 410 \$
Groupe TVA inc. (CFM div. Groupe TVA inc)	Conception et production d'un vidéo corporatif permettant de comprendre le concept de l'équité salariale : « Le salaire a-t-il encore un sexe ? »	17 734 \$
Groupe TVA inc. (CFM div. Groupe TVA inc)	Version anglaise du vidéo « Le salaire a-t-il encore un sexe ? »	2 333 \$
Cossette Communication inc. (Optimum relations publiques)	Fournir des services de conseils en relations publiques du 1 ^{er} septembre 2005 au 31 mars 2006.	24 300 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9.B LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2005-2006			
CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS (SUITE)			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT	
Ministre du Travail	Publication de documents à la Gazette officielle du Québec.	1 978 \$	
National Event Management	Location d'un espace d'exposition au Salon National de la Femme.	1 555 \$	
Ose Design inc.	Créatif, production et impression des formulaires « plaintes et différends ».	1 350 \$	
Parenthèses Communications	Conception, production et diffusion d'une campagne publicitaire radio destinée à sensibiliser les travailleuses aux enjeux de l'équité salariale.	6 768 \$	
Cossette Communication inc. (Optimum relations publiques)	Fournir les services d'une ou d'un relationniste pour réaliser les activités de communication avec les médias du 1 ^{er} avril 2006 au 30 novembre 2006.	19 880 \$	
Contact Visuel	Duplication du CD-ROM relié au Progiciel.	1 140 \$	
CopieXpress	Divers travaux d'impression : Guide d'accompagnement pour réaliser l'équité salariale et documents « Relevez le défi de l'équité salariale » et « Un outil simple et convivial ».	3 212 \$	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9.B LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2005-2006		
CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS (SUITE)		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Imprimerie Transcontinental	<p>Duplication de divers documents :</p> <ul style="list-style-type: none"> - « Guide pour réaliser l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées » - Brochure « Le salaire a-t-il encore un sexe » - Info-équité « L'équité salariale dans les entreprises où il n'existe pas de catégories d'emplois à prédominance masculine » - « L'estimation des écarts salariaux » mise à jour de novembre 2005 - Info-équité : « L'évaluation des emplois – Prendre en compte les caractéristiques des emplois féminins » - Commission de l'équité salariale – Rapport annuel de gestion 2004-2005 - Commission de l'équité salariale – Le plan stratégique 2005-2008 - Dépliant « Déclaration de services aux citoyens 2005-2008 » - Signets et cartons postaux 	19 386 \$
L.G. Chabot inc.	Divers travaux d'impression (couvertures et cartons pour CD-ROM).	4 710 \$
J.B. Deschamps inc.	Duplication du questionnaire « Mon emploi l'exige ».	1 300 \$
LG2 Québec inc..	Conception et réalisation d'un dépliant sur les délais.	1 500 \$
	Sous-total Communications	119 435 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9.C LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2005-2006 EN INDIQUANT : - le nom du professionnel ou de la firme; - le mandat et le résultat (rapport ou document final); - le coût; - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); - dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.		
CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Informatique EBR	Achats d'équipements informatiques (serveur et imprimante).	5 451 \$
Les Ordinateurs Prosys-Tec inc.	Achats de moniteurs.	20 295 \$
ProGestion informatique inc.	Support informatique pour Serveur Exchange et Windows 2000.	1 215 \$
LQT Systems	Banque d'heures pour support informatique.	3 600 \$
HyperTec	Achats d'équipements informatiques (moniteurs et portable).	3 437 \$
Présence informatique inc.	Achats d'un projecteur et d'un système de visio conférence.	13 165 \$
Groupe CMI inc.	Services de soutien et de pilotage dans le cadre de la mise en production du système de gestion intégrée des dossiers.	24 500 \$
Sous-total Informatique		71 663 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9.D LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2005-2006 EN INDIQUANT : <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DE TRAVAIL (MISSION)	
NOM DU CONTRACTANT		OBJET DU CONTRAT		MONTANT
ÉduConseil, Spécialistes de la recherche en éducation inc.		Préparation et conduite de groupes de discussions et d'entrevues auprès de partenaires patronaux, syndicaux, du mouvement des femmes et d'experts, en lien avec l'application de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> dans les entreprises en vue du Rapport 2006.		24 900 \$
ÉduConseil, Spécialistes de la recherche en éducation inc.		Préparation et conduite d'entrevues auprès de personnes salariées non syndiquées et de porte-parole de syndicats locaux à propos de l'application de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> dans les entreprises en vue du Rapport 2006.		23 400 \$
Le Cabinet de Relations publiques National		Réaliser un audit de perception auprès de groupes de femmes pour le compte de la Commission de l'équité salariale.		23 450 \$
Le Cabinet de Relations publiques National		Réaliser un audit de perception auprès des syndicats pour le compte de la Commission de l'équité salariale.		23 450 \$
Le Cabinet de Relations publiques National		Réaliser une analyse comparée des audits.		11 516 \$
Louise Savard		Réaliser un tableau comparatif de différentes législations en matière d'équité salariale dans le but de situer la <i>Loi sur l'équité salariale</i> québécoise par rapport à d'autres lois canadiennes et étrangères en vue du Rapport 2006.		21 125 \$
Institut de la statistique du Québec		Fournir l'expertise et l'encadrement méthodologique nécessaire au développement d'une démarche d'enquête statistique auprès des entreprises en vue du Rapport 2006.		9 380 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9.D LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2005-2006			
CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DE TRAVAIL (MISSION) (SUITE)			
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT		MONTANT
Institut de la statistique du Québec	Participer aux travaux d'élaboration du questionnaire d'enquête et de l'outil de collecte de données, accompagner la Commission lors de la réalisation de l'enquête statistique et produire des tableaux en vue du Rapport 2006.		24 120 \$
Institut de la statistique du Québec	Assister la Commission à compter du 1 ^{er} avril 2006 dans l'analyse des résultats de l'enquête réalisée auprès des entreprises en vue du Rapport 2006.		9 380 \$
Écho Sondage inc.	Enquête sur l'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale pour évaluer la situation des travailleuses en vue du Rapport 2006.		12 500 \$
Communications Beaulieu Nantel inc.	Organisation de la Journée de l'équité salariale du 22 novembre 2005.		13 050 \$
Anne-Marie Dussault	Animation de la Journée de l'équité 2005.		3 000 \$
Hôtel des Gouverneurs (Place Dupuis)	Location de salles, de matériels, etc. dans le cadre de la Journée de l'équité.		4 268 \$
Maurice Gosselin	Fournir des services de support dans le cadre du calcul de la rémunération globale.		5 000 \$
Valiquette Ressources Humaines inc.	Production d'avis dans le cadre d'une demande d'analyse faite par un comité d'équité salariale.		7 875 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9.D LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE, UN CABINET MINISTÉRIEL OU UN ORGANISME EN 2005-2006		
CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DE TRAVAIL (MISSION) (SUITE)		
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
Château Bonne Entente inc.	Location de salles et repas dans le cadre d'une réunion du comité de gestion (2 jours).	1 321 \$
Voyages Inter-pays inc.	Transport aérien Québec/Moncton.	1 905 \$
L'Hôtel Québec	Location de salles, d'équipements et repas dans le cadre d'une réunion du personnel.	1 953 \$
Sous-total Relations de travail		221 593 \$
TOTAL		530 472 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10.	LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME AINSI QUE LES CONTRATS DE PLUS DE 25 000\$ OCTROYÉS SANS APPEL D'OFFRES EN 2005-2006 À UNE FIRME DE RELATIONS PUBLIQUES EN INDIQUANT : <ul style="list-style-type: none">- le nom du professionnel ou de la firme;- le mandat et le résultat (rapport ou document final);- le coût;- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);- dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.	
NOM DU CONTRACTANT	OBJET DU CONTRAT	MONTANT
La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 9.		

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2005-2006, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

Le montant, pour l'année 2005-2006, de chacune des dépenses suivantes :

- la photocopie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant les « Blackberry »;
- les ordinateurs portables;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :
 - i. au Québec
 - ii. à l'extérieur du Québec

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 12.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2005-2006, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

Le montant, pour l'année 2005-2006, de chacune des dépenses suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant les « Blackberry »; - les ordinateurs portables; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : <ul style="list-style-type: none"> i. au Québec ii. à l'extérieur du Québec. 	
Dépenses de photocopie	12 233 \$
Dépenses de téléphonie cellulaire et coût d'utilisation incluant les « Blackberry »	5 011 \$
Dépenses d'ordinateurs portables	S/O
Dépenses de téléavertisseurs	S/O
Dépenses de mobilier de bureau	10 882 \$
Dépenses de distributeurs d'eau de source	1 251 \$
Dépenses de frais de déplacement :	
➤ Transport	52 384 \$
➤ Hébergement	24 671 \$
➤ Frais de repas	19 306 \$
Dépenses applicables à des congrès, colloques et sessions de type perfectionnement ou ressourcement :	
i. au Québec	46 290 \$
ii. à l'extérieur du Québec	0 \$
TOTAL :	172 028 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (DE CHAQUE MINISTÈRE ET POUR CHACUN DES ORGANISMES RELEVANT DE SA COMPÉTENCE) POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...) PAR MINISTÈRE, PAR CABINET MINISTÉRIEL ET PAR ORGANISME POUR 2005-2006 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2006-2007, 2007-2008 ET 2008-2009

TRANCHES D'ÂGE : a) moins de 35 ans
 b) 35 ans et plus

CATÉGORIES D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN		PERSONNEL FÉMININ		PERSONNEL HANDICAPÉ		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%
Hors-cadres - 35 ans + 35 ans	-	-	-	-			-	-			-	-
	-	-	3	4,9			-	-			-	-
Cadres - 35 ans +35 ans	-	-	-	-			-	-			-	-
	3	4,9	2	3,3			-	-			-	-
Professionnels - 35 ans + 35 ans	3	4,9	4	6,6			-	-			-	-
	11	18,0	16	26,2			-	-			1	1,6
PBTA - 35 ans +35 ans	-	-	3	4,9			-	-			1	1,6
	4	6,6	12	19,7			1	1,6			-	-
TOTAL	21	34,4	40	65,6			1	1,6			2	3,2

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DE CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. À CHACUN DES MOIS DE L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2005-2006, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION), ET CE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC...) :

CONGÉS DE MALADIE				VACANCES (JOURS)				TEMPS SUPPLÉMENTAIRE (HEURES)								
								RÉALISÉES			PAYÉES			COMPENSÉES		
Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.	Prof.	Fonct.	Ouvr.
21	35	15		1	10	2		114,16	84,75		27,75	42,75		86,41	42,00	
23	28	12,5		0,5	16,5	9		137,81	58,75		13,25	25,00		124,56	33,75	
22	22	10		5,5	41	30		98,66	23,00		14,75	23,00		83,91	0	
21	7,5	12		20	191	73		20,50	8,00		0,00	8,00		20,50	0	
23	8	7,5		45	213,5	133		56,66	0,00		0,00	0,00		56,66	0	
17,5	17,5	18,5		3	21	12,5		94,58	10,25		0,00	10,25		94,58	0	
10	16,5	15		0,5	7	12		61,32	46,25		0,75	7,25		60,57	39	
4	21	13,5		1,5	5	2,5		142,78	13,00		15,50	0,00		127,28	13	
2	24,5	14		8,5	39,5	22		96,24	7,50		53,25	7,50		42,99	0	
5	31	17,5		7	53	15		112,00	10,25		60,50	10,25		51,50	0	
1	35,5	17		1,5	17	16		120,16	24,75		58,25	8,50		61,91	16,25	
0	23	23		0	12	1		34,50	1,25		29,50	1,25		5,00	0	
TOTAL				94	626,5	328		1009,57	287,75		273,50	143,75		815,87	144	

D) NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE : 0

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2003-2004, 2004-2005 ET 2005-2006 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2006-2007 :

<p>a) évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</p> <p>b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;</p> <p>c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;</p> <p>d) nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);</p> <p>e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;</p> <p>f) nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.</p>			
	Québec	Montréal	TOTAL
<p>Sous-questions a) à f)</p>			
<p>La réponse à ces questions sera transmise par le Conseil du trésor.</p>			

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIQ

Liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2005-2006, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. BAUX AUXQUELS LA SIQ A MIS FIN

Liste des baux auxquels la SIQ a mis fin en 2005-2006 et prévisions 2006-2007.

**La réponse à cette question sera transmise par le ministère des
Services gouvernementaux.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. BAUX AUTRES QUE CEUX DE LA SIQ

La liste des baux autres que ceux de la SIQ pour 2005-2006 en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2005-2006, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire et/ou le nom de la firme.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**19. COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT ET TRAVAUX EFFECTUÉS
DANS LES CABINETS MINISTÉRIELS ET DANS LEUR BUREAU DE
CIRCONSCRIPTION**

Coûts de déménagement, d'aménagement et travaux effectués dans les cabinets ministériels et dans leur bureau de circonscription du 1^{er} avril 2004 à ce jour.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. PERSONNEL DE CABINET DU MINISTRE AU 1^{ER} AVRIL 2005

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres au 1 ^{er} avril 2005 en indiquant pour chaque individu :				
NOM	ENTRÉE EN FONCTION	TITRE DE FONCTION	PORT D'ATTACHE	MEMBRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

S/O

Montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet depuis le 1 ^{er} avril 2005	Non pertinent à l'étude des crédits.
Masse salariale totale par cabinet pour les années 2003-2004, 2004-2005, 2005-2006	Non pertinent à l'étude des crédits.
Nombre total d'employés au cabinet	Non pertinent à l'étude des crédits.
Nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée	Non pertinent à l'étude des crédits.
S'il a ou non signé les directives du Premier ministre	Non pertinent à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE

Liste des sommes d'argent versées en 2005-2006 à même le budget discrétionnaire du:

- i. ministre;
- ii. ministère ou de l'organisme, en indiquant :
 - le nom de l'organisme ou de la personne concernée;
 - la circonscription électorale;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**22. DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT
FÉDÉRAL EN 2004-2005 et 2005-2006**

La ventilation détaillée des budgets de dépenses découlant des transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2004-2005 et 2005-2006; pour chacun des programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- la prévision 2006-2007 et 2007-2008.

**La réponse à cette question sera transmise par le
Conseil du trésor.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIE D'ÂGE

Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2005-2006.

Non pertinent à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 25. MÉTHODOLOGIE EMPLOYÉE POUR EFFECTUER LA PLANIFICATION DES DÉPARTS À LA RETRAITE, DES EMBAUCHES ET DU RENOUVELLEMENT DES CONTRATS D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS**

Méthodologie employée pour effectuer la planification des départs à la retraite, des embauches et du renouvellement des contrats d'employés occasionnels.

Non pertinent à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

26. PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE OU CET ORGANISME

Liste du personnel hors structure par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

- | | |
|-------------------------------------|---|
| - Nom de la personne : | Richard Beaulieu |
| - Poste occupé : | Cadre 3 au Secrétariat du Conseil du trésor |
| - Date de l'assignation : | 8 janvier 2005 |
| - Date de la fin de l'assignation : | 30 juin 2006 |

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**27. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET AFFECTÉ
À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES**

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

28. PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE

Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère :

- **assignation initiale;**
- **assignation actuelle;**
- **salaire;**
- **date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.**

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

29. PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOI RECEVANT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION

Liste du personnel par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- le salaire de la personne;
- le montant reçu du régime de retraite.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

30. MATÉRIEL INFORMATIQUE

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).				
Matériel	Modèle	Année d'acquisition	Nombre	Coût
Moniteurs	ACL Philips 19''	2005	60	22 190 \$
Portable	CIARA AL51	2005	1	1 542 \$
Serveur	IBM X226	2005	1	2 992 \$
Imprimante	Lexmark 4250DTN	2005	1	2 459 \$
Projecteur	NEC modèle VT-580	2005	1	1 175 \$
Vidéo conférence	Polycom VSX7000S	2005	2	11 990 \$
			TOTAL	42 348 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

31. ABONNEMENTS DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS

Liste de tous les abonnements du ministère ou organismes publics ainsi que le coût de chacun :	
- services Internet d'information;	
- livres;	
- journaux;	
- magazines;	
- bulletins électroniques et/ou papiers;	
- clubs privés ou autres;	
- billets de saison;	
- etc.	
L'actualité	33 \$
Les Affaires	60 \$
Le Devoir (2 copies : Québec/Montréal)	348 \$
The Gazette (2 copies : Québec/Montréal)	448 \$
Gazette des femmes	20 \$
Gazette Officielle	229 \$
Jobboom	30 \$
Journal de Montréal	135 \$
Journal de Québec	159 \$
La Presse ltée (2 copies : Québec/Montréal)	292 \$
Le Soleil (2 copies : Québec/Montréal)	457 \$
Windows & Net Magazine	164 \$
Infopresse	89 \$
Agenda (Québec dans le monde)	100 \$
Inscription de la CÉS au guide : Communications et Communicateurs au Québec	69 \$
SOCAN (Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique)	99 \$
130 Lois refondues (MAJ 72 et 73)	644 \$
Accès à l'information Express	143 \$
Accès à l'information – Loi annotée (MAJ 07 et 08)	187 \$
Accès à l'information MAJ – nov. 2005	182 \$
Accès REJB	715 \$
Charte Canadienne droits & libertés # 12	141 \$
Code civil du Québec (2 copies : Québec/Montréal)	100 \$
Code de procédure civile	50 \$
Code du travail	90 \$
Droit de la personne et les relations du travail (MAJ 16 et 17)	136 \$
Droit du travail express 2006	509 \$
Éthique publique	50 \$
Lois du travail (MAJ + 4 copies)	246 \$
Revue de prévention et de règlement des différends (Vol. 3 et 4)	198 \$
Revue relations industrielles	100 \$
Tribunaux administratifs du Québec (MAJ 6 et 7)	79 \$
TOTAL	6 302 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

32. SITE INTERNET

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :

- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
- les coûts de construction du site;
- le coût de l'entretien et de la mise à jour;
- qui est responsable du contenu sur le site;
- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;
- le nombre de visiteurs (hits) par mois;
- Combien de fois le site a-t-il été refait? Quel a été le coût? Quels sont les critères qui ont justifié les changements?

- Le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site : Première version : Global Internet
Deuxième version : Néomédia
- Les coûts de construction du site : Construction : 2 930 \$ (1997-2001) Voir note (1)
Réfection : 19 019 \$ (2001-2003) Voir note (2)
- Les coûts de l'entretien et de la mise à jour : 13 685 \$
- Qui est responsable du contenu sur le site : Johanne Tremblay
Responsable du Service des communications
- Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour : Hebdomadaire ou au besoin
- Le nombre de visites (hits) par mois : 10 800 visites
- Combien de fois le site a-t-il été refait? 1 fois
- Quel a été le coût? 19 019 \$
- Quels sont les critères qui ont justifié les changements? Voir note (2)

(1) **Construction :** En octobre 1997, la conception du site Internet a été confiée à la firme Global Internet. Cette firme a construit le site à partir des indications données par la Direction des communications au moment de la création de la Commission de l'équité salariale.

(2) **Réfection totale du site :** Une réfection totale du site par la firme Néomédia a été complétée en octobre 2003 pour tenir compte de l'augmentation des informations à publier sur le site de la Commission. Les modifications permettent un repérage de l'information mieux adapté aux besoins des clientèles de la Commission. Une gestion dynamique de certains contenus facilite la mise à jour de l'information dans plusieurs sections du site ce qui réduit le temps consacré à l'entretien du site tout en favorisant une plus grande accessibilité des informations sur Internet.

Coûts reliés au site de la Commission	1997-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	TOTAL
1ère version (Global Internet) Construction et entretien d'un site statique	2 930 \$					2 930 \$
2e version (Néomédia) Réfection du site (gestion dynamique)	12 410 \$	6 609 \$				19 019 \$
Services professionnels : entretien, ajouts, modifications, adaptations de contenus, intégration de fonctionnalités nouvelles		2 230 \$	9 565 \$	1 210 \$	680 \$	13 685 \$
Coûts totaux annuels	15 340 \$	8 839 \$	9 565 \$	1 210 \$	680 \$	35 634 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

33. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX RELATIFS À L'ÉQUITÉ SALARIALE

Pour chacun des ministères et organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale et copie de toutes les ententes visées par la Loi 43.

**La réponse à cette question sera transmise par le
Conseil du trésor.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

34. CONTRATS OCTROYÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE ET DE MODERNISATION DE L'ÉTAT

Une liste et une copie de tous les contrats octroyés dans le cadre du processus de réingénierie et de modernisation de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 9.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

35. SONDAGES COMMANDÉS DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE RÉINGÉNIERIE DE L'ÉTAT

Liste et copie des sondages commandés dans le cadre du processus de réingénierie de l'État ainsi que le montant de chacun de ces contrats.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 7.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

36. ETUDES COMMANDÉES EN 2005-2006 SUR LA PRIVATISATION OU L'IMPARTITION DE SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Coûts et copies des études commandées en 2005-2006 sur la privatisation ou l'impartition de services gouvernementaux déjà offerts ou de nouveaux services publics, les contrats liés à ces études, les mandats détaillés, l'échéance prévue et les montants impliqués.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 8.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

37. SÉCURITÉ DES MINISTÈRES

Pour chaque ministère et organisme, les budgets consacrés à la sécurité des ministères et organismes ainsi qu'à leurs installations incluant une copie des contrats octroyés à l'externe en 2005-2006 et ceux prévus en 2006-2007.

En mars 2006, la Commission s'est dotée d'un système de contrôle des accès.

▪ Coût du système de sécurité :	4 607 \$
▪ Frais d'installation du système de relais incendie :	1 115 \$
	<hr/>
Total	5 722 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

38. MODIFICATION À UNE DIRECTIVE EXISTANTE OU TOUTE NOUVELLE DIRECTIVE CONCERNANT LA CIRCULATION ET LA CONFIDENTIALITÉ DE L'INFORMATION

Toute modification à une directive existante ou toute nouvelle directive s'appliquant à tous les ministères ou organismes, ou particulière à certains ministères ou organismes, à l'égard de la circulation et la confidentialité de l'information ainsi que toutes les sommes investies dans l'application de ces mesures par chacun des ministères et organismes incluant le ministère de la Sécurité publique.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

39. NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{ER} MAI 2005, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE

Nominations, depuis le 1^{er} mai 2005, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- liste;
- mandats;
- contrats;
- résultat du travail effectué;
- échéances prévues;
- sommes impliquées.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 9.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

40. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2005-2006 POUR LES TOURNÉES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Pour 2005-2006, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 41. MONTANTS DÉBOURSÉS EN 2005-2006 ET PRÉVISIONS POUR 2006-2007 POUR LES ÉTUDES, AVIS OU ACHAT DE MATÉRIEL POUR LA MISE EN PLACE DU GOUVERNEMENT EN LIGNE, LES CONTRATS OCTROYÉS, LES ÉCHÉANCES PRÉVUES**

Pour chaque ministère et organisme, les montants déboursés en 2005-2006 ainsi que les prévisions pour 2006-2007 pour les études, avis ou achat de matériel (logiciels ou équipements) pour la mise en place du Gouvernement en ligne, les contrats octroyés, les échéances prévues.

La réponse à cette question vous sera transmise par le ministère des Services gouvernementaux.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

42. AVIS DEMANDÉS AU COMMISSAIRE AU LOBBYING

La liste et une copie de tous les avis demandés au Commissaire au lobbying par un ministère, un organisme ou un cabinet ministériel.

Non pertinent à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

43. AVIS DEMANDÉS À LA COMMISSION D'ACCÈS À L'INFORMATION

La liste et une copie de tous les avis demandés à la Commission d'accès à l'information par un ministère, organisme ou un cabinet ministériel.

Non pertinent à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

44. NOMBRE DE DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION PAR MINISTÈRE ET ORGANISME POUR 2005-2006

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme pour 2005-2006 :

- **nombre de refus**
- **nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- **nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.**

Non pertinent à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

45. MANDATS CONFIÉS À CHAQUE ADJOINT PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES

La liste de tous les mandats confiés à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres :

- **coûts;**
- **nombre de ressources affectées;**
- **nombre de rencontres;**
- **nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.**

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 20.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

46. NOMBRE D'ETC AUTORISÉS ET NON COMBLÉS DEPUIS FÉVRIER 2005

Pour chacun des ministères et organismes, le nombre d'ETC autorisés et non comblés depuis février 2005.

Non pertinent à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

47. MONTANT DES CIBLES DE COMPRESSIONS POUR FERMER L'ANNÉE 2005-2006

Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour fermer l'année 2005-2006 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.

**La réponse à cette question sera transmise par le
Conseil du trésor.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

48. CIBLES DE COMPRESSIONS POUR FERMER L'ANNÉE 2006-2007 ET MESURES PRISES POUR ATTEINDRE CES CIBLES

Pour chaque ministère et organisme, le montant des cibles de compressions fixées par le Conseil du trésor pour l'année 2006-2007 et mesures prises par chacun d'entre eux pour atteindre ces cibles.

**La réponse à cette question sera transmise par le
Conseil du trésor.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

49. LISTE DES NOMINATIONS EFFECTUÉES PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES

La liste des nominations effectuées par chaque membre du Conseil des ministres au sein d'organismes, de comités ou autres dont une indemnité (salaire, jetons de présence, etc.) est payée par le ministère, incluant le nombre de femmes nommées.

Non pertinent à l'étude des crédits.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**50. LES CONTRATS OCTROYÉS DANS LE CADRE DES SIX CHANTIERS
ANNONCÉS PAR LE PREMIER MINISTRE EN 2003**

La liste et le coût de tous les contrats octroyés dans le cadre des six chantiers annoncés par le premier ministre en 2003 ainsi qu'une copie des rapports en découlant.

**La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la
question 9.**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

51. LES CONTRATS OCTROYÉS DANS LE CADRE DU FORUM DES GÉNÉRATIONS DE L'AUTOMNE 2004

La liste et le coût de tous les contrats octroyés dans le cadre du Forum des générations de l'automne 2004 ainsi qu'une copie des rapports en découlant.

La réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 9.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 52. COPIE DES PARTIES ACCESSIBLES AU PUBLIC DE TOUS LES MÉMOIRES AU CONSEIL DES MINISTRES QUI ONT UNE INCIDENCE SUR LES CRÉDITS BUDGÉTAIRES**

Copie des parties accessibles au public de tous les mémoires au Conseil des ministres qui ont une incidence sur les crédits budgétaires.

Non pertinent à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS

2006-2007

Demande de renseignements particuliers



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Table des matières

	Page
1. Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :	64
a) Date et contexte de création;	
b) Objectifs poursuivis;	
c) Nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant, le cas échéant, les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur c.v.;	
d) Indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin;	
e) Indiquer le budget dévolu.	
2. Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2005-2006, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.	65
3. Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2005-2006, indiquer :	66
a) La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;	
b) La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;	
c) La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;	
d) Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.	
4. Pour l'année 2005-2006, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité.	67
5. Pour l'année 2005-2006, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par secteurs d'activité.	68
6. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2005-2006 et comparaison avec les quatre années précédentes.	69
7. Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2004-2005 et pour 2005-2006.	70
8. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2005-2006.	71
9. Pour tout organisme relevant du ministre, concernant le bureau de la présidence :	72
a. Nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;	
b. Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;	
c. Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;	
d. Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.	
10. Liste et copie de tous les sondages commandés en 2005-2006, en incluant les coûts.	73
11. Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts.	74

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

Table des matières (suite)

	Page
13. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec (SIQ) pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2005-2006. Valeur du mandat.	75
14. Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions budgétaires demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail pour l'année 2005-2006.	76
15. Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission par année depuis sa création.	77
16. État de réalisation et des travaux en cours de la Commission	78
17. Depuis la création de la Commission, sommes investies en publicité, ventilation par année et par type de médias.	80
18. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la <i>Loi sur l'équité salariale</i> .	81
19. Nombre de décisions rendues par la commission à ce jour et nature des décisions	82
20. Nombre d'autorisations données en 2005-2006 à des employeurs afin d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient.	83
21. Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale.	84
22. Nombre de <u>plaintes</u> déposées à la Commission de l'équité salariale en vertu de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> . - Aperçu des plaintes et état d'avancement de celles-ci.	85
23. Nombre d'amendes données par la Commission en vertu du chapitre VIII de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> , ventilation par montant des amendes, type d'infraction, secteur d'activités des employeurs.	86
24. Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones).	87

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. POUR TOUTES LES SOCIÉTÉS (OSBL) CRÉÉES PAR LE MINISTÈRE OU PAR UN DES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE OU D'UNE DES SOCIÉTÉS RELEVANT DU MINISTÈRE DANS LES DEUX DERNIÈRES ANNÉES

Pour toutes les sociétés (OSBL) créées par le ministère ou par un des employés du ministère ou d'une des sociétés relevant du ministère dans les deux dernières années :

- a) Date et contexte de création;**
- b) Objectifs poursuivis;**
- c) Nombre d'employés et/ou d'administrateurs incluant leur nom, titre, salaire incluant, le cas échéant, les comptes de dépenses, frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation ainsi que leur c.v.;**
- d) Indiquer, le cas échéant, la date du début du contrat, de la nomination ou autre et de la fin;**
- e) Indiquer le budget dévolu.**

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS DONT A FAIT PARTIE LE MINISTÈRE ET/OU SES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES

Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2005-2006, dont a fait partie le ministère et/ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. POUR CHACUN DES ORGANISMES, AGENCES OU AUTRES RELEVANT DU MINISTÈRE POUR L'ANNÉE 2005-2006

Pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère pour l'année 2005-2006, indiquer :

- a) La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;
- b) La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;
- c) La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;
- d) Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation.

- a) La liste des employés et/ou membres du conseil d'administration;

S/O

- b) La liste des personnes qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération;

Aucun mandat n'a été renouvelé au cours de l'année 2005-2006.

- c) La liste des personnes qui ont été nommées en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat incluant leur rémunération et leur cv;

Aucune nomination pour 2005-2006.

- d) Leur frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL DONT LE CONTRAT EST ARRIVÉ À ÉCHÉANCE ET N'A PAS ÉTÉ RENOUVELÉ, PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Pour l'année 2005-2006, le nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat est arrivé à échéance et n'a pas été renouvelé, par secteurs d'activité.

Nombre d'employés à statut occasionnel dont le contrat n'a pas été renouvelé à échéance : 1

Secteur d'activité : Direction de la planification et du développement

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**5. NOMBRE D'EMPLOYÉS À STATUT OCCASIONNEL QUI ONT ÉTÉ CONGÉDIÉS, PAR
SECTEURS D'ACTIVITÉ**

**Pour l'année 2005-2006, le nombre d'employés à statut occasionnel qui ont été congédiés, par
secteurs d'activité.**

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS EN 2005-2006 ET COMPARAISON AVEC LES QUATRE ANNÉES PRÉCÉDENTES

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels au ministère en 2005-2006 et comparaison avec les quatre années précédentes.		
Année	Nombre d'employés occasionnels	Pourcentage d'employés occasionnels par rapport à l'effectif total en poste
2005-2006	9	15 %
2004-2005	9	14 %
2003-2004	7	11 %
2002-2003	5	8 %
2001-2002	7	13 %

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. NOMBRE ET POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS DEVENUS PERMANENTS POUR 2004-2005 ET POUR 2005-2006

Nombre et pourcentage d'employés occasionnels devenus permanents pour 2004-2005 et pour 2005-2006.		
Employés occasionnels devenus permanents :		
Année	Nombre d'employés	Pourcentage
2004-2005	1	1.5 %
2005-2006	0	0 %

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR L'ANNÉE 2005-2006

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère et pour tous les organismes sous sa juridiction pour l'année 2005-2006.

La réponse à cette question est fournie à la question 47 des renseignements généraux.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. POUR TOUT ORGANISME RELEVANT DU MINISTRE, CONCERNANT LE BUREAU DE LA PRÉSIDENTE

Pour tout organisme relevant du ministre, concernant le bureau de la présidente :

- a) Nombre de rencontres, repas ou de réunions et les frais afférents;**
- b) Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre;**
- c) Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;**
- d) Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents.**

- a) Nombre de rencontres, repas ou de réunions : 13

Frais afférents : 6 050 \$

- b) Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre :

Personnes à rencontrer	Buts
Gestionnaires de la CÉS	3 Réunions du comité de gestion
Personnel de la CÉS	3 Réunions du personnel de la CÉS
Représentants et représentantes du Nouveau-Brunswick	Échanger sur l'expérience de la CÉS quant à la formation donnée aux clientèles
Membres de la CÉS et cadres de la CÉS	5 séances décisionnelles de la Commission
Personnel de la Commission	Dîner conférence dans le cadre de la Journée internationale de la femme du 8-03-2006

- c) Frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas : 25 457 \$

Frais de représentation : 2 058 \$

- d) Liste des participations à des colloques, des congrès et la liste des participants, incluant les coûts afférents :

Colloques et congrès	Participants et participantes	Coûts
Colloque de l'Institut de l'administration publique	Rosette Côté	375 \$
Conférence de l'Institut Canadien : « Rédaction de décisions »	Rosette Côté Carol Robertson Louise Marchand	5 085 \$
Congrès de la Maison du Barreau	Carol Robertson Louise Marchand	478 \$
TOTAL		5 938 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. LISTE ET COPIE DE TOUS LES SONDAGES COMMANDÉS EN 2005-2006, EN INCLUANT LES COÛTS

Liste et copie de tous les sondages commandés en 2005-2006, en incluant les coûts.

La réponse à cette question est fournie à la question 7 des renseignements généraux.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. FRAIS DE TRADUCTION ET LISTE DES DOCUMENTS TRADUITS INCLUANT LA LISTE DES CONTRATS ET LE NOM DES FIRMES SÉLECTIONNÉES, DE MÊME QUE LES COÛTS

Frais de traduction et liste des documents traduits incluant la liste des contrats et le nom des firmes sélectionnées, de même que les coûts.

La réponse à cette question est fournie à la question 9 des renseignements généraux.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC (SIQ) POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR SOUS-CONTRAT EN 2005-2006 - VALEUR DU MANDAT

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec (SIQ) pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrat en 2005-2006. Valeur du mandat.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et ventilation détaillée des compressions budgétaires demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail pour l'année 2005-2006.

La réponse à cette question est fournie à la question 47 des renseignements généraux.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE**ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007****RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE****15. LISTE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION PAR ANNÉE DEPUIS SA CRÉATION****Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission par année depuis sa création.**

EXERCICE	TRAITEMENTS	AUTRES DÉPENSES*	DÉPENSES TOTALES	IMMOBILISATIONS
1997-1998	768 200 \$	707 000 \$	1 475 200 \$	
1998-1999	1 719 314 \$	884 630 \$	2 603 944 \$	
1999-2000	2 522 234 \$	928 778 \$*	3 451 012 \$	13 258 \$
2000-2001	2 747 660 \$	1 305 361 \$*	4 053 021 \$	197 741 \$
2001-2002	2 860 921 \$	2 324 771 \$*	5 185 692 \$	69 974 \$
2002-2003	3 201 141 \$	1 879 853 \$*	5 080 994 \$	20 290 \$
2003-2004	3 916 605 \$	1 286 650 \$*	5 203 255 \$	106 116 \$
2004-2005	4 076 028 \$	1 390 467 \$*	5 466 495 \$	56 881 \$
2005-2006	3 867 277 \$	1 398 120 \$*	5 265 397 \$	244 618 \$
TOTAL	25 679 380 \$	12 105 630 \$*	37 785 010 \$	708 878 \$

*** Incluant les dépenses d'amortissement**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. ÉTAT DE RÉALISATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION

État de réalisation et des travaux en cours de la Commission

SECRÉTARIAT DE LA COMMISSION

Activités relatives au Secrétariat de la Commission / Rôle décisionnel de la Commission

- Coordination, soutien et suivi de 40 séances de la Commission;
- Tenue et suivi d'une rencontre du Comité de consultation sur le projet de table des matières du rapport sur la mise en œuvre de la Loi prévu pour novembre 2006;
- Travaux de recherche et d'analyse préparatoires au dépôt du rapport de 2006 prévu à la Loi;
- Entente de service avec le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) pour une tournée d'information auprès des travailleuses non syndiquées.

Activités d'ordre législatif ou réglementaire

Le Règlement sur l'équité salariale dans les entreprises où il n'existe pas de catégorie d'emplois à prédominance masculine a été publié le 20 avril 2005 et mis en vigueur le 5 mai 2005.

DIRECTION DE LA PLANIFICATION ET DU DÉVELOPPEMENT

Activités d'ordre administratif

Ressources financières et matérielles

- Conclusion d'une entente de service avec le MESS;
- Installation d'un nouveau système de sécurité au 200 ch. Ste-Foy;
- Réalisation et mise à jour des divers cahiers des procédures.

Ressources humaines

- Réalisation d'un diagnostic organisationnel.

Ressources informatiques

- Réalisation et implantation du système de gestion intégrée des dossiers (GID);
- Renforcement des infrastructures et renouvellement du parc informatique;
- Acquisition d'un système de visio conférence.

Activités relatives aux Communications

Publications

- Diffusion de documents d'information;
- Six nouvelles publications, dont un clip illustrant les principaux concepts de l'équité salariale.

Publicité

- Promotion de l'équité salariale et publicité à l'intention des travailleuses dans les médias écrits;
- Campagne de publicité radiophonique à travers le Québec, destinée aux travailleuses non syndiquées.

Autres activités

- Participation à 4 événements à titre d'exposant ou par la remise de documentations;
- Émission de 4 communiqués de presse;
- Réalisation de plus de 25 entrevues médiatiques;
- Tenue de la Journée de l'équité salariale en novembre 2005.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. ÉTAT DE RÉALISATION DES TRAVAUX DE LA COMMISSION (SUITE)

État de réalisation et des travaux en cours de la Commission

Activités relatives au Service conseil formation et recherche

Formation

- Nombre accru d'interventions auprès des entreprises concernées par le chapitre IX;
- Nombre accru d'interventions auprès des comités d'équité salariale;
- Développement de formations concernant l'application du Règlement sur l'équité salariale dans les entreprises où il n'existe pas de catégorie d'emplois à prédominance masculine et sur le maintien de l'équité salariale.

Partenariat

- Formations de partenaires (conciliateurs du ministère du Travail, Affaires municipales, Emploi-Québec, Nouveau-Brunswick, etc.);
- Maintien du répertoire des experts-conseils.

Recherche

- Développement d'une veille en équité salariale;
- Développement de contenu et d'outils :
 - Règlement sur l'équité salariale dans les entreprises où il n'existe pas de catégorie d'emplois à prédominance masculine
 - maintien de l'équité salariale
 - questions complexes
- Soutien à la préparation du rapport 2006.

DIRECTION DE L'ANALYSE, DE LA VÉRIFICATION ET DES ENQUÊTES

- Traitement des plaintes et des différends par le biais des enquêtes;
- Enquêtes à l'initiative de la Commission;
- Vérification de la conformité des entreprises à la Loi;
- Suivi des dossiers relatifs aux organisations publiques assujetties à la Loi et au chapitre IX de la Loi.

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

- Mise en place du processus nécessaire aux recours en matière pénale;
- Codification administrative;
- Représentation devant divers tribunaux.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

17. DEPUIS LA CRÉATION DE LA COMMISSION, SOMMES INVESTIES EN PUBLICITÉ, VENTILATION PAR ANNÉE ET PAR TYPE DE MÉDIAS

Depuis la création de la Commission, sommes investies en publicité, ventilation par année et par type de médias.		
INVESTISSEMENT EN PUBLICITÉ	VENTILATION PAR ANNÉE	TYPE DE MÉDIAS
1997-1998	4 090 \$	Média écrit
1998-1999	122 965 \$	Média écrit
1999-2000	129 848 \$	Média écrit
2000-2001	176 211 \$ 5 694 \$	Média écrit Radio
2001-2002	431 750 \$ 20 167 \$ 76 547 \$	Média écrit Radio Panneaux autobus et métro
2002-2003	16 104 \$	Média écrit
2003-2004	71 454 \$	Média écrit
2004-2005	56 955 \$	Média écrit
2005-2006	6 230 \$ 100 002 \$	Média écrit Radio
TOTAL	1 218 017 \$	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. COPIE DES ÉTUDES, ANALYSES, RECHERCHES, SONDAGES, SCÉNARIOS OU PROJECTIONS CONCERNANT L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DES ENTREPRISES PRIVÉES ET DES SECTEURS PUBLICS ET PARAPUBLICS VISANT À SE CONFORMER À LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE*

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la *Loi sur l'équité salariale*.

État d'avancement des travaux dans les entreprises privées

Selon un sondage réalisé pour la Commission de l'équité salariale en septembre et octobre 2004, 62 % des entreprises québécoises de toutes tailles couvertes par la *Loi sur l'équité salariale* disaient avoir terminé leurs travaux.

On observe une certaine stabilité des résultats en ce qui a trait à l'achèvement des travaux d'équité salariale dans les entreprises.

Pour plus d'information, consulter le *Rapport d'étude sur l'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale dans les entreprises de 10 salariés et plus* préparé en 2002.

État d'avancement des travaux dans le secteur public

Se prévalant du chapitre IX de la *Loi sur l'équité salariale*, le Conseil du trésor avait déposé, en novembre 1998, deux rapports soumettant autant de programmes de relativité salariale à l'approbation de la Commission de l'équité salariale : un pour le personnel d'encadrement et un pour le personnel syndiqué ou syndicable.

Le 9 janvier 2004, la Cour supérieure du Québec rendait un jugement contre différents employeurs dont le Conseil du trésor, par lequel elle déclarait inconstitutionnel et inopérant le chapitre IX de la *Loi sur l'équité salariale*. Le Conseil du trésor n'en a pas appelé de cette décision et a plutôt affirmé qu'il allait se soumettre aux obligations générales de la Loi (aucun appel n'a par ailleurs été logé par une autre partie).

Le 14 décembre 2004, une modification législative à l'article 11 de la *Loi sur l'équité salariale* permettait à plusieurs associations accréditées au sein d'une entreprise de pouvoir s'entendre avec l'employeur pour réaliser un programme d'équité salariale distinct. Cette modification à la Loi a permis la poursuite des travaux d'équité salariale au sein du gouvernement réalisés depuis 2001 avec l'intersyndical (la CSN, la FTQ, la CSQ et la FIIQ).

Les travaux d'équité salariale touchant six programmes sont amorcés et le programme du SPGQ a fait l'objet du 2^e affichage (fin des travaux) le 30 janvier 2006.

État d'avancement des travaux dans le secteur parapublic

Par l'effet de la *Loi sur l'administration publique*, la plupart des organismes paragouvernementaux sont devenus, en juin 2001, indépendants du Conseil du trésor dans le cadre de la *Loi sur l'équité salariale* et sont ainsi devenus des employeurs et des entreprises distinctes aux fins de l'application de la Loi.

Ces organismes pouvaient choisir de poursuivre la démarche entreprise par le Conseil du trésor dans le cadre du chapitre IX de la *Loi sur l'équité salariale* ou entreprendre un nouveau programme d'équité salariale sous le régime général de la Loi.

Cependant, le jugement de la Cour supérieure invalidant le chapitre IX a depuis obligé tous ces organismes à réaliser un nouveau programme d'équité salariale sous le régime général de la Loi.

La Commission effectue un suivi auprès de ces entreprises. La grande majorité sont en voie de se conformer et dans le cas contraire des recours seront entrepris par la CÉS pour faire respecter la Loi

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES PAR LA COMMISSION À CE JOUR ET NATURE DES DÉCISIONS

<i>Type de dossier ou de domaine</i>	<i>Type de décisions</i>	<i>Nombre de dossiers</i>	<i>Total</i>
Plaintes			1 021
	Irrecevables	84	
	Non fondées	109	
	Désistements	164	
	Retraits après intervention de la CÉS	189	
	Correctifs demandés	475	
Différends			77
	Irrecevables	12	
	Désistements	17	
	Retraits après intervention de la CÉS	32	
	Correctifs demandés	16	
Enquêtes à l'initiative de la CÉS			41
	Mandats d'enquête	27	
	Cesse d'agir	2	
	Correctifs demandés	7	
	Avis procédures CRT	5	
Vérifications			26
	Avis procédures CRT	6	
	Cesse d'agir	5	
	Correctifs demandés	15	
Rapports présentés dans le cadre du chapitre IX			185
	Approuvés	149	
	Refusés	19	
	Correctifs demandés	17	
Disparités régionales			57
	Approuvés	56	
	Refusés	1	
Comités sectoriels d'équité salariale			5
	Approuvés	5	
	Refusés	0	
Nombre de représentants au sein du comité d'équité salariale			8
Prolongation de délai pour l'étalement des ajustements salariaux			5
	Approuvés	1	
	Refusés	4	
Préavis de décision			123
Applications de décision			52
	Avis procédures CRT	8	
	Cesse d'agir	34	
	Correctifs demandés	10	
Grand total :			1 600

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

- 20. NOMBRE D'AUTORISATIONS DONNÉES EN 2005-2006 À DES EMPLOYEURS AFIN D'ÉTABLIR UN PROGRAMME DISTINCT APPLICABLE À UN OU PLUSIEURS ÉTABLISSEMENTS SI DES DISPARITÉS RÉGIONALES LE JUSTIFIENT**

Nombre d'autorisations données en 2005-2006 à des employeurs afin d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient.

Aucune autorisation donnée.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. NOMBRE DE DEMANDES D'ASSISTANCE D'ENTREPRISES OU DE PERSONNES CONCERNANT LEUR DÉMARCHE D'ÉQUITÉ SALARIALE

Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale.

Pour l'année 2005-2006 :

▪ Demandes de renseignements reçues et traitées :		4 491
- de la part d'entreprises (employeurs, consultants, etc.)	2 853	
- de la part de syndicats	132	
- de la part de personnes salariées	1 506	
▪ Demandes de documents d'information (incluant le progiciel)		43 137
▪ Présences à des sessions d'information et de formation		889
▪ Consultations du site Internet		130 126
▪ Demandes d'assistances spécialisées aux entreprises		575
▪ Conciliations :		68
- Dossiers fermés		
➤ plaintes	21	
➤ différends	11	
- Dossiers en processus de conciliation		
➤ plaintes	25	
➤ différends	11	
Total :		179 286

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

22. NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES À LA COMMISSION EN VERTU DE LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE*, APERÇU DES PLAINTES ET ÉTAT D'AVANCEMENT DE CELLES-CI

22 a) Nombre de <u>plaintes</u> déposées à la Commission de l'équité salariale en vertu de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> . - Aperçu des plaintes et état d'avancement de celles-ci.		
I) Plaintes et état d'avancement	Du 01-04-2005 au 31-03-2006	Cumul au 31 mars 2006
Dossiers réglés :		
- plaintes menant à des correctifs	119	475
- plaintes non fondées	15	109
- plaintes irrecevables	20	84
- désistements	13	164
- retraits après intervention	31	189
- ententes suite à conciliation	21	80
Sous-total :	219	1 101
Dossiers en traitement :		
- en processus d'enquête	178	
- en processus de conciliation	25	
Sous-total :	203	
Total :	1 304	
Plaintes déposées entre le 1 ^{er} avril 2005 et le 31 mars 2006 : 158		
II) Objet des plaintes		
<i>L'analyse des données, pour les 158 dossiers reçus au cours de l'exercice 2005-2006, révèle que :</i>		
- 142 plaintes (90%) comportent des allégations à l'effet que l'exercice d'équité salariale n'est pas terminé ou que les résultats de la démarche ne sont pas à la satisfaction des parties plaignantes;		
- 3 plaintes (2%) évoquent des allégations de mauvaise foi, d'agissement arbitraire ou discriminatoire, ou de négligence grave dans la démarche d'équité salariale;		
- 11 plaintes (7%) ont pour motif que l'équité salariale n'est pas maintenue dans l'entreprise;		
- 2 plaintes (1%) portent sur des allégations de représailles.		

22 b) Nombre de <u>différends</u> déposés à la Commission de l'équité salariale en vertu de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> . - Aperçu des différends et état d'avancement.		
Différends et état d'avancement	Du 01-04-2005 au 31-03-2006	Cumul au 31 mars 2006
Dossiers réglés :		
- menant à la résolution du différend	3	16
- irrecevables	0	12
- désistements	2	17
- retraits après intervention de la CÉS	7	32
- ententes suite à conciliation	11	78
Sous-total :	23	155
Dossiers en traitement :		
- en processus d'enquête	13	
- en processus de conciliation	11	
Sous-total :	24	
Total :	179	
Différends déposés entre le 1 ^{er} avril 2005 et le 31 mars 2006 : 16		

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. NOMBRE D'AMENDES DONNÉES PAR LA COMMISSION EN VERTU DU CHAPITRE VIII DE LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE*, VENTILATION PAR MONTANT DES AMENDES, TYPE D'INFRACTION, SECTEUR D'ACTIVITÉS DES EMPLOYEURS

Nombre d'amendes données par la Commission en vertu du chap. VIII de la *Loi sur l'équité salariale*, ventilation par montant des amendes, type d'infraction, secteur d'activités des employeurs.

Aucune amende n'a été imposée en vertu de la *Loi sur l'équité salariale*.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2006-2007

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

24. EFFECTIFS DE LA COMMISSION (TOTAL, FEMMES, PERSONNES HANDICAPÉES, MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES, AUTOCHTONES, ANGLOPHONES)

Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones).

Les effectifs :	58
Personnes nommées par le gouvernement :	<u>+3</u>
Total :	61

Nombre de femmes :	40
--------------------	----

Nombre de personnes handicapées :	0
-----------------------------------	---

Nombre de personnes membres des communautés culturelles :	2
--	---

Nombre de personnes autochtones :	0
-----------------------------------	---

Nombre de personnes anglophones :	1
-----------------------------------	---